

Concertation sur la réforme de l'asile

Fiche n°14

Intégration des bénéficiaires d'une protection internationale Faciliter l'accès aux droits

1. Simplifier et accélérer l'accès aux droits

Les bénéficiaires d'une protection internationale sont confrontés à un certain nombre de difficultés après l'obtention de leur statut : ils ne disposent souvent que d'un récépissé de trois mois avant la délivrance du titre de séjour, ne bénéficient pas toujours d'une adresse fixe, et doivent entamer des démarches complexes qui ne sont pas toujours à leur portée.

La protection accordée par la France devrait permettre à ces publics d'accéder rapidement aux droits auxquels ils peuvent prétendre : documents d'état-civil, revenu de solidarité active, prestations du contrat d'accueil et d'intégration (CAI), réunification familiale, bilan et orientation professionnels, couverture maladie etc.

En matière d'ouverture des droits, une solution qui fait consensus est le conventionnement au niveau régional entre l'OFII et/ou le ministère de l'intérieur d'une part, et les acteurs publics de l'insertion d'autre part (CAF, Pôle-Emploi, CPAM etc.) afin d'assurer un meilleur échange d'information, de faciliter et d'accélérer l'ouverture des droits, et de mieux définir les rôles de chacun. Une convention cadre pourrait être signée au niveau national avec Pôle emploi, la CNAF et la CNAM pour faciliter ce processus de conventionnement.

La durée de validité des récépissés pour les personnes s'étant vu reconnaître le statut de réfugié ou accorder la protection subsidiaire pourrait être portée de trois à six mois. Les passages répétés effectués en préfecture comportent en effet pour ces publics une faible valeur ajoutée. Cette évolution peut être mise en œuvre rapidement par la voie réglementaire.

Le recours à moyen terme, comme pour les demandeurs d'asile, à une carte à puce actualisée à distance ou une carte unique multifonctionnelle pourrait également être envisagé.

2. Engager le parcours d'intégration dès la signature du CAI

L'OFII s'est également engagé à prioriser le public sous protection pour les convocations à la signature du CAI ainsi que pour les cours de langues. Une formation renforcée en langue pourra être sollicitée pour certains, lorsque cela s'avère nécessaire. Une réflexion est également en cours sur la possibilité de supprimer l'obligation d'une visite médicale des personnes sortants de CADA. Cette démarche, qui fait consensus, permettrait d'accélérer la délivrance de documents d'état-civil.

Enfin, l'ensemble des participants s'accordent sur la nécessité de développer des outils de suivi et d'évaluation des parcours, notamment pour évaluer l'offre d'accompagnement et ses incidences par rapport aux besoins des publics.

3. Mener des actions d'insertion pour les demandeurs d'asile dès l'entrée en CADA

Si les participants s'accordent sur l'impact fort des modalités de prise en charge durant la procédure d'asile sur les modes d'intégration après l'obtention du statut (notamment pour les

publics hébergés à l'hôtel sans accompagnement), la question d'une insertion dès l'entrée en CADA est source de divergences.

Ce point est défendu par toutes les associations gestionnaires au motif que ces actions (cours de langue, formations professionnelles, etc.) facilitent l'intégration des personnes qui obtiendront une protection. Il doit toutefois être souligné que la proportion des demandeurs obtenant une protection représente actuellement moins du quart des demandeurs et que ces actions sont de nature à développer un sentiment d'ancrage sur le territoire français pour des personnes qui n'obtiendront pas le statut.

4. Former certains agents des services de droit commun aux droits des réfugiés

Cette solution part du constat que les services de droit commun ne sont pas toujours adaptés aux bénéficiaires d'une protection, ou que la situation de ce public complexifie leur accès aux droits (CAF, Pôle Emploi, CPAM etc.). L'objectif donc de former ou de sensibiliser certains agents, voire de désigner des référents identifiés "réfugiés" au sein de ces organismes.

Cette solution induit une mobilisation de moyens importante au regard de la taille réduite du public (10 000 réfugiés par an en moyenne). Une autre alternative consiste à développer une meilleure information sur ce public, par le biais d'internet, des formations ou des documents internes à ces organismes...) et sur les dispositifs dédiés existants

5. La réunification familiale

Le constat des associations, ainsi que du haut commissariat aux réfugiés (HCR), est que les délais de procédures en matière de réunification familiale retardent et entravent considérablement le parcours d'intégration.

Si la simplification et l'accélération de la procédure répond à une forte attente des associations, les participants ont jugé que la problématique devait être approfondie dans le cadre d'un groupe de travail entre le ministère de l'intérieur et les associations.